



Appel à communication à destination des doctorants de PSL



**Aux sources des politiques sociales : décentrer l’histoire
du *welfare* européen (XIX^e-XXI^e siècles)**

Organisateurs :

Eléonore Chanlat-Bernard, doctorante sous contrat (EHESS-CRH)

Federico del Giudice, doctorant sous contrat (EHESS-CRH et *Scuola Normale Superiore*, Pise)

Objet des journées d’étude

Ce projet de séminaire de recherche collectif pour l’année 2018-2019 est lauréat de l’appel à initiatives étudiantes PSL lancé en janvier 2018. Il prend la forme de **trois journées d’études** organisées autour de trois conjonctures temporelles de l’histoire du *welfare* et de la protection sociale européenne. Nous nous proposons d’en faire une arène de débat et d’y

construire au fil des séances et des interventions, par la **confrontation des points de vue historiographiques** et des exemples mobilisés, une **histoire connectée des politiques sociales européennes**. Chaque séance fera ainsi intervenir autour d'une thématique **un doctorant de PSL, et des chercheurs invités (soit d'une institution de PSL soit d'une institution étrangère)** – interventions suivies en deuxième partie de séance d'un débat collectif plus transversal. La validité même du découpage par conjoncture temporelle pourra être interrogée à partir de la multiplicité des périodisations et le feuilletage des contextes nécessairement propres à chaque présentation.

Le titre même du séminaire joue sur le double sens de « sources » pour interroger ce que cela implique en termes d'effet de centrément : dans quelle mesure le choix des sources pour faire une histoire des politiques sociales oriente-il notre lecture du développement de ces politiques sociales ? Comment décentrer la genèse de la condition de possibilité de l'Etat social à travers la pluralité de ses racines à la fois épistémiques, spatiales et institutionnelles et les tensions qui s'y jouent ? On mettra en particulier l'accent sur les **recoupements de temporalités**, les **survivances**, les **réverbérations complexes entre espaces**.

Cet appel s'adresse à tous les doctorants intéressés qui sont membres d'une institution de PSL et qui traitent de la protection sociale dans leurs recherches avec un intérêt pour les démarches connectées, transnationales ou comparatives et les enjeux de périodisation. Les disciplines privilégiées sont en **premier lieu l'histoire** mais aussi la sociologie, la philosophie sociale, le droit, l'économie et la gestion. L'objectif est en effet de fédérer un groupe de travail de doctorants sur une histoire connectée de la protection sociale en Europe sur la période : le séminaire se veut donc le plus ouvert possible au-delà des doctorants sélectionnés afin de faciliter les échanges et les débats entre jeunes chercheurs et chercheurs confirmés au-delà des affiliations institutionnelles et des partages disciplinaires.

Organisation des journées d'étude

Première journée prévue en novembre 2018 (7 novembre). La protection sociale sur le long XIX^e siècle : que nous disent les formes de solidarités et de protection face aux régimes juridiques contraignants et coercitifs du monde du travail (contrat de louage de service, Masters and Servants Acts...) ? Le XIX^e siècle est associé à un régime de *laissez-faire* social, de non-intervention dans les relations de travail malgré une criminalisation effective des contrats en particulier dans le monde britannique. Cette vision est-elle valable ? Dans quelle mesure les utopies et les entreprises coopératives par exemple sont-elles à même de proposer et de

promouvoir des formes de protection à l'intérieur ou à l'encontre des statuts juridiques existants ? Y a-t-il une « règle de la différence coloniale » entre terrain européen et terrain colonial ou plutôt un spectre de possibilités de jouer avec le statut du travail ? En particulier les formes de protection sociale en situation coloniale sont-elles pensées/mises en pratiques comme des modes spécifiques de discipline du travail par rapport à la situation européenne de l'époque ?

Deuxième journée prévue en février 2018 (8 février) : elle sera consacrée à la conjoncture qui se déploie entre les années 1880 et la fin de la seconde guerre mondiale. Il s'agit d'une période pivot dans l'historiographie sur la genèse de la protection sociale en Europe qui correspond aux premières véritables législations sociales en Europe occidentale en particulier – l'Angleterre et l'Allemagne faisant office de modèles à cet égard. L'objectif de cette journée est de replacer cette conjoncture charnière par rapport aux interactions et aux impacts à longue distance avec d'autres espaces, en particulier coloniaux. Cette période correspond en effet en Europe à une accélération de la rivalité inter-impériale et aux expériences « totalitaires ». Il nous semble intéressant de poser donc le problème de l'impact des projections impériales outre-mer et des modes de gestion coloniaux sur les enjeux de protection sociale en Europe. Les régimes fasciste et nazi se présentent également comme des régimes favorables à une extension de la protection sociale, à destination de groupes de populations spécifiques et en fonction de critères d'appartenance et idéologiques. Peut-on établir des continuités entre expérimentation coloniale et expérimentation de type autoritaire dans le domaine de la protection sociale ? Comment font-elles référence à l'héritage du XIX^e siècle aux niveaux tant intellectuel que juridique ?

Troisième journée prévue en mai 2018 (15 mai) : elle sera consacrée à la période depuis 1945. L'historiographie y voit le moment de l'institutionnalisation (les Trente Glorieuses), des crises et des recompositions depuis les années 1970 (crise du compromis fordiste et réduction des dépenses publiques en matière sociale) puis les années 2000 avec les nouvelles technologies et les nouvelles formes d'automatisation du travail. Comment la protection sociale reflète-t-elle les recompositions du monde du travail dans ces années ? Dans quelle mesure l'internationalisation de la protection sociale à partir des années 1920 va-t-elle de pair avec une standardisation des normes ? Quel impact les décolonisations et les migrations de travail qui en résultent à destination des anciennes puissances coloniales ont-elles sur les régimes de protection sociale européens ? Comment rendre compte des débats sur la concurrence des droits sociaux toujours d'une brûlante actualité politique ? Dans quelle mesure le débat sur le « Sud global » déplace-t-il les enjeux de la protection sociale vers l'aide

humanitaire ? Les deux premières journées auront permis de replacer ces thèmes dans une durée plus longue, qui fait jouer statut et culture du travail (ce qui intègre la question des techniques et de la technicisation), ainsi que les formes de politisation par la mobilisation des différences.

Délais de soumission

Les propositions de communication **pour les trois journées prévues** de **500 mots maximum**, avec une brève présentation des auteurs, leur affiliation institutionnelle et leurs coordonnées, sont attendues pour le **30 juin 2018** par courriel à l'adresse suivante : decenter.welfare@gmail.com. Les réponses seront adressées aux auteurs avant le **30 juillet 2018**. Les doctorant(e)s sélectionné(e)s pour la première journée devront envoyer le texte de présentation avant le **1^{er} octobre 2018**. Pour les deux autres journées, le texte de la communication devra être envoyé un mois avant aux organisateurs.

Les doctorants intéressés par le séminaire et par la mise en place du groupe de travail peuvent d'ores et déjà contacter les organisateurs.

Renseignement et contact : leonore.chanlat-bernard@ehess.fr et federico.delgiudice@ehess.fr